

"Que les Européens se comptent°!" dans La Relève (18 février 1956)

Légende: Le 18 février 1956, commentant les résultats de la conférence à Bruxelles des ministres des Affaires étrangères des six pays membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), l'hebdomadaire catholique belge La Relève dresse un bilan mi-figue mi-raisin des travaux en cours au sein du Comité intergouvernemental créé par la conférence de Messine et pointe notamment les enjeux de la méthode à suivre pour réaliser l'Euratom.

Source: La Relève. 18.02.1956, n° 7. Bruxelles. "Que les Européens se comptent !", p. 1-2.

Copyright: (c) La Relève

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/que_les_europeens_se_comptent_dans_la_releve_18_fevrier_1956-fr-5cb74150-50a3-4dee-8a6c-4f0f9b7e5495.html

Date de dernière mise à jour: 05/11/2015



Que les Européens se comptent !

Les résultats de la conférence des Six à Bruxelles ne susciteront ni l'enthousiasme ni le découragement. Ils sont bons, sans plus. La « relance de la relance » a été amorcée au lendemain des élections françaises avec le nouveau gouvernement « européen » de Paris.

On ne pouvait sauter l'obstacle dès la première réunion. C'est qu'il est d'importance. On n'a pas cru aux travaux de Messine. Il a fallu se rendre à l'évidence : si les deux commissions de l'énergie classique et des transports n'ont abouti à aucun résultat marquant, par contre celles du Marché commun (grâce aux partenaires de Benelux) et de l'énergie atomique (grâce au brio de M. Armand, le délégué français) ont accouché de deux projets valables. Il faut savoir gré à M. Spaak d'avoir, dans l'indifférence quasi-générale, su travailler dans l'ombre entouré d'experts nationaux et supranationaux de grande classe.

La parole est maintenant aux gouvernements... et aux groupes privés intéressés. À la France d'abord sur le point de l'ouverture du Marché commun. Les larges concessions qui lui ont été faites quant aux délais, aux clauses de sauvegarde, aux formules d'arbitrage, à l'harmonisation de la sécurité sociale, etc., mettent le gouvernement français au pied du mur.

Elle est singulièrement habile et parfaitement justifiée à nos yeux la position belge visant à lier le marché commun à l'Euratom. Si ainsi nous gardons en mains des atouts tactiques majeurs, nous accroissons également, du point de vue européen, les chances de réussite du projet de marché commun et assurons du même coup l'avenir de la CECA et de l'Euratom, qui sinon demeureraient des technocraties isolées de leur nécessaire environnement économique... et politique, s'il est vrai que le fonctionnement du marché commun lui-même entraînera rapidement la création d'institutions européennes chargées d'en surveiller l'application.

Mais l'Euratom ? C'est la véritable pierre d'achoppement de tout. On fera sans doute quelque chose sur le plan européen, même si les résistances viennent aujourd'hui surtout de l'Allemagne peu soucieuse d'offrir de sacrifier sur l'autel européen des avantages techniques récents. Mais suivant Quelle formule agir : CECA ou OECE ? Derrière la guerre assez courtelinesque et vaine que se livrent ces deux institutions rivales, se joue une double bataille plus essentielle :

Il y a ceux qui veulent encore l'Europe et ceux qui en fait, même s'ils n'ont que ce mot à la bouche, ne la souhaitent pratiquement plus. Les premiers voudraient un Euratom du genre CECA parce qu'ils savent que c'est la seule formule efficace. Ainsi pense le comité Monnet.

Les seconds n'ont d'yeux que pour l'OECE dont ils savent que l'inefficacité profonde les garantit de tout progrès ultérieur dans la voie de l'Europe unie.

De plus, une opposition ralliant des intérêts économique et financiers des six pays ne veut plus d'une intégration du genre CECA. Surpris en 1950, ces forces entendent bien ne collaborer qu'à des institutions européennes qui, n'atteignant pas les souverainetés nationales, n'entameraient pas, du même coup, la position dominante acquise par elles dans le cadre des États nationaux.

Si la commission de l'énergie classique a échoué, c'est à cause du «niet» vigoureux des sociétés pétrolières et électriques des six pays. Les capitaux qui veulent s'investir dans l'industrie nucléaire disent un «non» identique à un Euratom « supranational ».

C'est donc une véritable épreuve de force qui se joue à l'heure actuelle. De très vives pressions s'exercent sur les ministres des six pays. Et si l'on ne sait trop quoi penser de la proposition française visant à opérer une très large consultation des milieux professionnels.

Au risque d'abuser de certains grands mots, nous croyons vraiment que c'est la dernière chance de l'Europe. Celle-ci ne résisterait pas, après l'échec de la CED, à un enterrement de première classe de la « relance » si laborieusement ébauchée.

Il faut maintenant que les Européens se comptent. L'opinion publique doit être alertée. Elle doit savoir ce qui se trame derrière des querelles de mots.

CECA ou OECE ? L'Europe ou du vent ?

La Relève